

**ENNERY**

5, rue Pablo Picasso  
57365 ENNERY

N° affaire : 23661687\_1-9E5BNWK

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

*Opération* : Diagnostic complet des systèmes  
d'assainissement de la DIR-EST

-  
57 METZ

**Destinataire :**

DIRECTION INTERDEPART ROUTES EST

10 16 PROMENADE DES CANAUX  
54021 NANCY CEDEX

**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 3**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
21/05/2025	Rev0		

# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Inspections Communes .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2. PPSPS .....</b>	<b>7</b>
2.2.1. Pénalités .....	7
<b>2.3. Sous-traitance .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Déclaration des sous-traitants .....	8
2.3.2. Transmission du PGC .....	8
2.3.3. Obligation du sous-traitant .....	8
<b>2.4. Intérimaires .....</b>	<b>8</b>
<b>2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>8</b>
<b>2.6. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Protections individuelles .....</b>	<b>9</b>
<b>2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>9</b>
<b>2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>10</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>11</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>11</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	11
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	12
3.2.5. Stationnements .....	12
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	13
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>13</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	13
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	13
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>14</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>15</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>15</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>17</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>17</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	17
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	17
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	18
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	18
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>18</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	18
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	18
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>18</b>
4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	18

4.5.2. Travaux superposés .....	19
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	19
4.5.4. Protection contre le bruit .....	19
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	19
4.5.6. Travaux en hauteur .....	19
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	20
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	20
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>20</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	20
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	20
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	20
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	20
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>20</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>22</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	22
5.2. Nettoyage .....	22
5.3. Enlèvement des déchets .....	22
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	22
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	23
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	23
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>24</b>
6.1. Déclarations particulières .....	24
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	24
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	24
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	24
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....	25
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	25
6.7. Locaux témoins .....	25
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>26</b>
7.1. Téléphone de secours .....	26
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	26
7.3. Travail isolé .....	26
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	26
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	26
7.6. Point de rencontre secours .....	26
7.7. Modèle de fiche de secours .....	27
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>28</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Echange téléphonique avec MOA
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

L'objet du marché est le: Diagnostic complet des systèmes d'assainissement de la DIR-EST et mise à jour des bases de données.

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Marché à bons de commande

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 19 septembre 2024

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 0

Phasage des travaux:

#### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 2

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : De 5 à 20

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRECTION INTERDEPART ROUTES EST	10 16 PROMENADE DES CANAU 54021 NANCY CEDEX		

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### 2.2.1. Pénalités

Voir CCAP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »



Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

**du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS**

#### Contraintes d'environnement de site

**Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

**Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

**Présence de silice dans les existants**

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations

Pour la sortie de la zone de travaux, il est prévu que celle-ci se fasse par insertion dans le flux de circulation au droit des accès chantier. Pour cela, les véhicules devront impérativement maintenir allumés les gyrophares et adapter une vitesse permettant l'insertion sans gêne aux autres véhicules.

Pour certaines installations exceptionnelles hygiène de chantier, le Titulaire devra dans certains cas créer des réseaux provisoires d'adduction pour les besoins du chantier en eau potable, en électricité et en assainissement.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Les extrémités de chantier seront donc en partie closes et signalés en amont au niveau des accès et des sorties contrôlés, réservés aux engins et véhicules de chantier y compris au personnel des entreprises.

Toutes les zones à risques ponctuels ( ex fouilles, excavations etc.) seront clôturées ou barrières et signalées dans l'enceinte des chantiers tronçons.

Les aires de stockages, des matériaux, des déchets et matériels; si elle comportent des risques particuliers pour les personnes extérieures: ces aires seront alors clôturées avec en plus pose de panneaux "chantiers interdits au public" et une signalisation informant des risques.

Si levage il y a, les aires pourront être si nécessaire clôturée, barrière.

Les clôtures ou barrières seront fournies, mises en place et entretenues par le titulaire. Il veillera à assurer

une bonne stabilité et une bonne liaison de celles ci.

Dans certains cas un balisage renforcé et efficace pourra être admis par le CSPS et remplacer les clôtures ou barrières par un balisage qui sera soit sous le régime de l'arrêté permanent , soit défini à l'appui d'un dossier d'exploitation sous chantier ( DESC).

### 3.2.2. Accès

Les accès chantier route hors circulation ou voie neutralisée seront définis par le Maître d'oeuvre et le DESC.

Signalisation d'accès:

Sur les routes bidirectionnelles et bretelles d'échangeur , elle sera mis en place et entretenue par le Titulaire sous le contrôle du District ou du CEI concerné par les travaux objets de la commande.

Sur les routes à chaussées séparées, elle sera pris en charge par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire veillera pour que ces Véhicules et engins sortant de ces accès chantier n'emportent ou ne dépose pas de gravois sur la chaussée ouverte à la circulation; si besoin il procédera à ses frais à un nettoyage réguliers du chantier et des abords.

Les personnels entrant et travaillant sur le chantier y compris les locatiers et prestataires seront dotés impérativement d'habit de travail réfléchissant de classe 2 - 3.

### 3.2.3. Circulations

Dans les zones chantier, la vitesse est limité à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins et camions. Les Véhicules et les engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobile alinéa 2 " feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8 ième partie: signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

La circulation publique est toujours prioritaire sur la circulation de chantier y compris au niveau des accès et sorties des zones en travaux où les entreprises redoubleront de vigilance.

Le titulaire veillera dans la mesures du possible à organiser ses flux de chantier avec des sens de circulation bien définis dans un plan de circulation, dossier d'exploitation qu'il remettra au CSPS et au Maître oeuvre avant travaux. De plus, le Titulaire mettra aussi une signalisation interne aux zones travaux pour les circulations de chantier des engins, VL et PL.

### 3.2.4. Signalisation

La Signalisation routière:

Elle sera mise en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier et en conformité avec les prescriptions du DESC et du plan de de signalisation .

Celle ci devra être conforme au Manuel du Chef de Chantier Guide Technique sur la signalisation temporaire (Edition 2000).

Signalisation interne au chantier :

Le Titulaire mettra aussi en place et entretiendra une signalisation interne aux zones de travaux pour ses circulations de chantier et zones à éviter etc. ceci dès le besoin de signaler un risques, un obstacles ou de renseigner sur un sens de circulation ou une règle de circulation propre au chantier .

### 3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules et engins seront si besoin à aménager sur toutes les zones travaux par le Titulaire. Il en aura la charge et l'entretien ainsi que la remise en état à la fin des travaux.

Le titulaire est autorisé, sous son entière responsabilité, à laisser stationner, sans surveillance et sans signalisation, ses engins dans les emprises des voies traitées sous réserve que l'emplacement choisi soit inaccessible pour un véhicule sortant accidentellement d'une chaussée (sommet de talus, arrière d'un merlon, zone aval d'une culée d'ouvrage, etc...).

En cas de stationnement dangereux, le maître d'oeuvre fera évacuer l'engin aux

frais du titulaire, si ce dernier n'a pu être prévenu ou s'il n'est pas en mesure de déplacer l'engin dans le délai d'une (1) heure. Le coût de l'intervention comprendrait, outre les prestations du dépanneur, les prestations de la signalisation éventuellement effectuées par la subdivision, facturées suivant le barème du Parc Départemental en vigueur au jour de l'intervention.

### 3.2.6. Stockage

Aucun stockage de produit hydrocarbure sur les zones de travaux / une zone d'approvisionnement carburant sera établi pour l'alimentation des engins.

L'entrepreneur devra indiquer au maître d'oeuvre s'il compte approvisionner directement les matériaux ( ex gravillons etc.) le jour de sa mise en oeuvre ou bien constituer un stockage préalable sur un emplacement qu'il proposera.

Cet emplacement sera choisi de telle sorte que les manoeuvres des engins ne constituent pas une gêne pour la circulation générale du chantier et du publique. A la fin du chantier, les lieux de stockage devront être remis en l'état initial.

Si l'aire de stockage pourrait comporter un risque pour les personnes extérieures , le public, les promeneurs , le Titulaire devra alors clore celle ci et si besoin en plus la signaler.

Stockage de produits chimiques ou adjuvants seront sur une aire séparées close ( si nécessaire container ventilé etc.) et sur bac de rétention et protégé des intempéries ( froids, soleil etc.).

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Chaque chantier élémentaire doit être équipé de sanitaires.

Bungalow sanitaires avec eau chaude et froide, évacuation des eaux usées et vannes.

Le Titulaire prévoira un raccordement AEP, électricité et assainissement. S'il y a des difficultés du fait de l'éloignement des réseaux existants et ou du délai réduit des travaux, il pourra proposer au Maître d'oeuvre et au CSPS dans son plan d'installation de chantier: une installation autonome avec groupe électrogène, citerne à eau et fosses toutes eaux à vidanger régulièrement ou un camion équipé de sanitaires, d'un bloc réfectoire , de vestiaire avec électricité et réserve d'eau .

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Mis à disposition par la DIR EST de l'ensemble des commodité nécessaire, via la proximité directe des centre d'intervention et d'entretien.

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le Titulaire veillera à conserver son chantier propre dans ses zones de travail y compris au niveau des accès et sorties de chantier sur la voirie publique. Il mettra en place si besoin une balayeuse pour assurer une chaussée parfaitement propre au public aux abords du chantier.

En cas de zone chantier et travaux très salissants, il prévoira un nettoyage des PL et engins avant leurs sorties sur le domaine public ( ex aire de lavage avec lavage haute pression).

Les panneaux de signalisation seront entretenus , nettoyés par celui qui les a posés ( soit le Titulaire ou le Maître d'ouvrage).

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'oeuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Entreprise Titulaire** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,

- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement de l'aire nettoyage camion
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Entreprise Titulaire** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Accès	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Circulations	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Signalisation	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Stationnement	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Stockage	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Coffret électrique général	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Cantonnement	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
PIC	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Protections collectives	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	Entreprise Titulaire	Entreprise Titulaire	Fin de chantier

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

**Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :**

<b>1</b>	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	
<b>2</b>	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	×
<b>3</b>	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
<b>4</b>	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
<b>5</b>	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
<b>6</b>	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
<b>7</b>	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
<b>8</b>	Travaux en plongée appareillée	
<b>9</b>	Travaux en milieu hyperbare	
<b>10</b>	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
<b>11</b>	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
<b>12</b>	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
<b>13</b>	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	TCE	Routier, autoroutier Routier, autoroutier	. .



## 4.2. Analyse de risques

### TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Port des EPI y compris chauffeurs Véhicule équipé d'un gyrophare pour les engins	pas de coactivité identifiée
Routier, autoroutier	DESC et DICT à jour Travaux sous basculement Pas de coactivité	Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette

tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise titulaire est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise titulaire qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe devra être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans Objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par l'entreprise à l'aplomb des voies en contre-bas (RN4).

L'entreprise titulaire, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chantier à faible impact environnemental

Tri des déchets in situ

Loi sur l'eau sous contrôle de l'ONEMA (Police de l'eau)

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés - En cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les démineurs.
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux [DICT] auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Chantier sous circulation / un DESC a été établi et validé par la préfecture

Les analyses de l'enrobé en place n'ont pas fait apparaître de pollution type amiante

Chaque engins doit avoir à son bord un kit anti pollution.

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites devra être installé.

Différencier les accès de chantier.

En plus des accès, les chantiers devront être séparés linéairement pour éviter les coactivités entre eux.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage engagerait d'autres marchés travaux sur une même opération et ou des interventions de la DIR elle même ; le Maître d'ouvrage en informera le CSPS en lui donnant toutes les informations relatives à ces travaux complémentaires pour une mise à jour de ce PGC qui intégrera des consignes et mesures de sécurité complémentaires pour éviter les coactivités entre les différents marchés travaux.

Le planning du Maître d'oeuvre établira alors son planning en évitant de créer des tâches, des travaux en coactivités.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure



Sans objet

### **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

Sans objet dans le cadre du Permis feu, par contre par arrêté préfectoral, il est interdit de faire des feux (brulage des déchets et autres).

Tous les véhicules légers doivent être équipés d'extincteurs de 2 Kg et les engins d'extincteurs de 6 Kg.

Idem extincteurs à prévoir dans base vie.

Extincteurs près des engins à mise en oeuvre d'enrobés et les postes de travail par point chaud.

### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

### **6.7. Locaux témoins**

sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

18 ou 112

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Echangeur de Velaine en Haye.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

**1. ICI CHANTIER : Diagnostic complet des systèmes d'assainissement de la DIR-EST**

Adresse : - 57 METZ

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Echangeur de Velaine en Haye.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_SCALP